



« Les élections nous divisent ! Soyons uni-e-s dans les luttes pour changer de société »

CGG
secretariat@c-g-a.org
Brochure Antiélectorale
www.c-g-a.org



★ **Se déconnecter de l'agenda électoral car il éloigne de la lutte**

Les logiques électorales déforment les comportements des militant-e-s en les forçant à s'adapter à des mécanismes institutionnels et gestionnaires. De l'autre côté, les individu-e-s ont un rapport de consommateur-rices aux élections, induisant un rapport dirigeant-dirigé-e-s. Les débats entre les politiciens ne traduisent pas la réalité du quotidien des luttes.

La dynamique électoraliste enferme aussi les actrices-eurs dans la logique institutionnelle. Les réseaux syndicaux et associatifs et les mouvements sociaux sont parfois cadrés par les partis qui s'en accaparent alors l'image. L'énergie mise dans la lutte est alors focalisée sur des échéances qui n'ont aucun rapport avec la vie quotidienne des travailleuses et des travailleurs.

Pour quitter le terrain médiatique et rendre la lutte efficace, il faut donc rompre avec la participation électorale, en refusant l'influence des partis même « révolutionnaires » au sein des mouvements sociaux.

Certains échecs du mouvement social à s'opposer aux grandes contre-réformes (retraites, code du travail, etc.) peuvent s'expliquer par les logiques électorales. En 2010, l'opposition à la contre-réforme des retraites était importante, avec des secteurs clés de l'économie en grève, et une vraie confrontation avec le pouvoir. Mais la gauche « antilibérale » a transformé cette lutte pour préparer l'alternance de 2012, avec le résultat qu'on connaît.

L'opposition salutaire contre la loi Travail a fait oublier le manque de mobilisation pendant le reste du quinquennat, malgré les nombreux mauvais coups (ANI, loi Macron, etc.). En effet, il est peu crédible

pour des militant-e-s qui ont contribué à l'élection du gouvernement, d'appeler à mobiliser contre lui. Donner de la légitimité à ceux qui nous gouvernent éloigne mécaniquement de la lutte sur le terrain. On ne peut donc pas en même temps appeler à voter – même pour faire barrage – et espérer des mobilisations sociales d'ampleur. C'est ignorer la force d'inertie du système électoral et retarder la possibilité d'auto-organisation des travailleuses et travailleurs. Cette perspective réjouissante semble très lointaine, alors autant ne pas s'attarder dans des querelles politiciennes !



Changer les façons de décider pour lutter contre le capitalisme ET lutter contre le capitalisme pour changer les façons de décider

Dans les mouvements sociaux, comme celui contre la loi Travail, on perçoit une aspiration à contrôler ses luttes et à décider à la base. Les différents collectifs, AGs et Nuits Debout ont porté une critique de la non représentation de la population par les politiciens. En s'organisant plus horizontalement, nous avons renoué avec une certaine forme de solidarité de classe. Cette situation doit permettre au mouvement social de rénover ses pratiques. Ces envies convergent avec beaucoup d'éléments du projet anarchiste (démocratie directe, fédéralisme...). D'autres initiatives naissent aussi, comme le fonctionnement de la commune de Saillans (Drôme), basé sur la participation des habitant-e-s aux décisions.

Cela montre qu'il existe d'autres moyens de s'organiser et d'autres manières de prendre des décisions que la simple délégation de pouvoir. Mais ces expériences, si elles ne manquent pas d'intérêt, ne peuvent nous porter seules vers un changement social émancipateur. Leurs limites légales et géographiques empêchent de traiter de manière globale les inégalités économiques et sociales (chômage, misère, précarité, inégalités), qui sont structurelles.

L'absence de débouchés politiques crédibles pourrait représenter une opportunité de réappropriation et d'auto-organisation de la vie politique. Mais la tentation est grande de se tourner vers la myriade de nouveaux partis prétendant faire de la politique autrement (France insoumise, Nouvelle donne, Parti Pirate, etc.). Rappelons cependant que toutes les expériences précédentes (comme les CUAL – Collectifs Unitaires Anti-Libéraux –, créés contre le traité constitutionnel européen) se sont ensuite institutionnalisées et divisées (dans le même exemple, il fallait ensuite choisir entre Bové, le NPA, ou rester indépendant...), gaspillant beaucoup d'énergie pour rien.

Les discours sur la nécessité d'une rénovation de la République, en passant à la 6ème ou avec une nouvelle constitution, laissent penser qu'un changement politique sans processus révolutionnaire pourrait réellement améliorer nos conditions de vie. Ces perspectives, qui se nourrissent de la légitime aspiration à être mieux représenté-e-s, constituent pour nous une chausse-trappe à éviter absolument.

Limiter son action à la tâche – nécessaire – de repenser une organisation politique réellement démocratique laisse de côté la bagarre économique et la nécessité de mettre fin à la propriété privée des moyens de production. Nous ne pensons pas qu'une phase étatique transitoire puisse déboucher sur un vrai changement social. Les exemples de Podemos en Espagne et de Syriza en Grèce ont montré leurs limites, et même leur pouvoir de division et d'assèchement des luttes sociales. L'intégration aux institutions a toujours eu un effet paralysant sur les partis de gauche, par le renoncement idéologique et l'acceptation ou le renforcement des inégalités. Globalement, 150 ans de tentatives réformistes ont montré leur incapacité à nous sortir du capitalisme.

Nos conquêtes sociales n'ont pas été obtenues grâce à l'État mais bien par nos luttes. Et lorsque le rapport de force baisse, l'État est l'agent de la régression sociale à travers ses lois anti-sociales, ses privatisations et sa répression.



Pour gagner, pour bâtir une autre société, le mouvement social doit s'auto-organiser !

Les revendications sur le terrain social nous unissent, pendant que les stratégies électoralistes nous divisent. Nous devons donc rompre avec elles pour poursuivre la lutte. Entre guerres, pauvreté, menace environnementale, racisme, sexisme, et transphobie, il y a urgence à rompre avec le capitalisme. Notre projet comme nos actions dans les luttes doivent donc lier la nécessité et la manière de mener la lutte. Nous devons nous efforcer de diffuser dans tous nos espaces, de vie et de luttes, des pratiques d'organisation horizontale et de démocratie directe. Ces pratiques doivent être un appui pour construire la société de demain sur des bases égalitaires et libertaires. Si la tâche est vaste, elle nous paraît plus réaliste et constructive qu'un quelconque changement politique inefficace.

Le problème est donc selon nous moins dans un changement théorique que d'un changement de méthode : le mouvement social doit porter les luttes et aussi un projet de société alternatif au capitalisme. Pour gagner, nous devons en finir avec la logique qui veut que les syndicats s'occupent uniquement des revendications quotidiennes et immédiates, tandis que les politiciens mènent la société. Le syndicalisme révolutionnaire doit réaliser l'adage de la première internationale qui affirme que « l'émancipation des travailleuses et des travailleurs sera l'œuvre des travailleuses et des travailleurs elleux-mêmes ». C'est le moyen de ne pas déléguer aux politiciens la gestion d'une vision politique globale. Il faut pour cela rompre avec l'électoralisme, et mettre nos forces dans la grève et les luttes, dans la résistance au capitalisme et à l'État, hors et contre les institutions.

Ce refus de participer au jeu électoral n'est pas une position dogmatique mais bien une volonté de proposer une alternative, de proposer une autre société basée sur la participation la plus collective et anti-autoritaire possible au processus de décision, sur l'autogestion de nos actes et nos luttes pour aboutir à une société égalitaire.

Autogestion et démocratie directe Le projet libertaire

Souvent déformé et décrédibilisé par les politiciens de tout bord, le mouvement anarchiste a toujours refusé et proposé une alternative à ce système électoral : pour nous, il est hors de question de légitimer un tel processus et de laisser décider une minorité à notre place.

En effet, pourquoi voter pour une seule personne censée représenter l'ensemble de la population, qui n'aura pas de compte à rendre sur ses décisions même si elles vont à l'encontre de ses promesses, et que l'on ne pourra pas révoquer si elle trahit ses engagements ?



Pour une démocratie directe

Face à ce système de « chèque en blanc » donné à une seule personne, nous opposons la **démocratie directe**. Celle-ci repose sur la prise de **décisions collectives**, qui permettent de **donner mandats** à d'autres personnes pour **effectuer des tâches données, limitées dans le temps**, avec un regard sur l'action menée et **la possibilité de révoquer ce mandat** si celui-ci n'est pas respecté.

La rotation des tâches permet à chacun-e de prendre part au processus démocratique, pour éviter la spécialisation.

C'est une organisation horizontale où chaque personne peut s'intégrer directement au processus de décision, où l'on décide collectivement de ce qu'on produit, comment on le produit, comment on le

répartit, et plus généralement de tous les choix de société.

Face à cette proposition de démocratie directe, l'incompréhension vient du fait que ce fonctionnement paraît utopique à grande échelle, et qu'il risque de reproduire un centralisme dans les décisions.

C'est pourquoi, nous proposons **le fédéralisme** comme mode d'organisation à grande échelle : il s'agit pour des groupes ou des communes de fonctionner ensemble. Nous l'expérimentons à la CGA avec des groupes locaux qui restent autonomes dans leurs actions sans répondre à un organe centralisé qui dicterait l'action de chacun-e.

L'organisation en mode fédéraliste fonctionne ainsi : des collectifs se réunissent d'abord en appliquant la démocratie directe en Assemblée Générale à des petites échelles (quartier) en s'organisant de la façon qui leur convient. Ces entités prennent des décisions et peuvent décider ensemble à plus grande échelle. Ces décisions sont portées par des mandaté-e-s révocables, désigné-e-s au sein de chacune des différentes entités, qui se retrouvent pour se mettre d'accord. Selon les situations et les choses à décider, les mandaté-e-s ont des mandats ouverts, semi-ouverts ou fermés, ce qui leur donne un degré de souplesse, ou non, lors de la prise de décisions, en fonction des positions des autres mandaté-e-s.

Dans tous les cas, les mandaté-e-s ne peuvent pas porter des propositions qui vont à l'encontre de celles que le groupe a déjà établies. Pour éviter que des mandaté-e-s prennent du pouvoir, des gardes-fous existent : **non-professionnalisation, comptes rendus de mandats, rotation des mandats, révocabilité.**



Pour une révolution politique, économique et sociale

Bien sûr, la mise en place de la démocratie directe et du fédéralisme n'est pas compatible avec le système capitaliste qui écraserait ou viderait de son sens ce type d'organisation.

C'est pourquoi, nous proposons un système basé sur le communisme libertaire (en totale opposition au communisme autoritaire), c'est-à-dire un fonctionnement également basé sur la démocratie directe et le fédéralisme autogestionnaire (on gère la production sans patrons) sur les lieux de travail et par secteurs d'activité, et la mise en commun des richesses produites, des moyens de production et d'échange.

Nous sommes contre le fait qu'il y ait des personnes qui possèdent ces moyens (les patrons, les bourgeois), et que la grande majorité n'ait que (ou principalement) leur force de travail à vendre.

Nous sommes pour un partage égalitaire des tâches, en fonction des possibilités de chacun-e, pour la mise en commun des richesses, et pour leur répartition égalitaire, en fonction des besoins.

Nous pensons que cela passe **par un processus révolutionnaire**, car les possédants et leurs alliés ne se laisseront pas faire.

Ainsi, le fédéralisme autogestionnaire et la démocratie directe ne sont possibles qu'avec une double structuration : au niveau économique (prendre des décisions par entreprises, branches, inter branches) et géographique. C'est pourquoi, nous parlons d'autogestion généralisée avec fédéralisme.

« Les élections nous divisent ! Soyons uni-e-s dans les luttes pour changer de société »



secretariat@c-g-a.org

www.c-g-a.org



Brochure Antiélectorale